

À La Haye, manifestation en faveur de huit personnalités, acquittées par le TPIR, bloquées au Niger

Stéphanie Maupas

RFI, 24 septembre 2022

C'est une question qui empoisonne l'ONU et le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Celle des personnalités, anciens ministres et officiers, acquittés par le TPIR il y a parfois plus de quinze ans, mais, de facto, toujours pas libérés. Aucun pays n'accepte de les accueillir. Avec notre correspondante à La Haye, Stéphanie Maupas.

Depuis décembre 2021, huit personnalités, acquittées par le TPIR, sont au Niger, dans l'incapacité de bouger faute de papiers et de pays d'accueil. Ce vendredi 23 septembre, l'association Save Our Parents, composée de leurs enfants et de leurs épouses, organisait une manifestation à La Haye devant les locaux du Mécanisme de l'ONU chargé des derniers dossiers du Tribunal pour le Rwanda,

aux cris de « *Libérez nos parents* ».

Résidence surveillée

Leurs parents sont arrivés au Niger en décembre suite à un accord signé entre le Mécanisme de l'ONU et le gouvernement à Niamey. Ils devaient y obtenir des papiers et recouvrer la liberté, mais ils ont été placés en résidence surveillée. Le Niger a fait volte-face, invoquant des raisons diplomatiques. Les avocats des acquittés y voient une manœuvre de Kigali qui n'avait pas caché son mécontentement au sujet de l'accord passé entre l'ONU et le Niger.

Les anciens dignitaires rwandais craignent une expulsion vers le Rwanda où ils disent être menacés. Leurs familles vivent dans l'incertitude, comme l'explique Patrick, le fils de l'ancien ministre Prosper Mugirane-

za, acquitté par le TPIR en février 2013 : « À tout instant, on peut se réveiller demain et ils sont au Rwanda, sans que nous, nous le sachions. La seule chose qui nous fait peur aujourd'hui, c'est que nos parents ne désirent pas aller dans ce pays car ils sentent bien qu'il y a de l'insécurité, déjà, pour eux. Et nous aussi, on ne veut pas qu'ils aillent là-bas, parce que dans la logique, ils vont aller là-bas vivre avec qui ? Moi, je suis en France. Certains de mes confrères sont en Belgique, au Canada, un peu partout dans le monde. Le souhait qu'on a tout simplement, c'est que nos parents nous rejoignent, parce qu'aujourd'hui, on compte, le temps nous est compté. »

Un courrier réceptionné

Durant toute la manifestation, les fenêtres du Mécanisme de l'ONU à La Haye sont restées closes. Un garde de sécurité a juste réceptionné un courrier adressé au greffier du tribunal.